



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 146 – 4^{ème} trimestre 2010

SOMMAIRE

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>Les placements des ménages</i>	<i>12</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>13</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>14</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>17</i>
5. Risques sectoriels	18
6. Rappel des taux	20
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>20</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>20</i>
6.3 <i>Taux de l'usure</i>	<i>20</i>
7. Monnaie fiduciaire	21
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>21</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>21</i>

MÉTHODOLOGIE

AVERTISSEMENT

Ce bulletin introduit un changement dans la classification des établissements de crédit, en lien avec la réforme SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) conduite par l'Autorité de Contrôle Prudentiel. Cette évolution vise à moderniser, tout en le simplifiant, le protocole de remise des déclarations réglementaires des établissements de crédit auprès du superviseur. Dorénavant, l'ancien périmètre « EC de la zone » (Etablissements de crédit) se voit enrichi de certains établissements anciennement « Hors Zone » et désormais classés « ECIL » (Etablissement de Crédit Installé Localement). A contrario, d'autres établissements de crédit précédemment répertoriés en « EC de la zone » ont été reclassés en « ECNIL » (Etablissement de Crédit Non Installé Localement) : l'AFD voit ainsi ses engagements intégrés parmi ceux des ECIL et, a contrario, les encours de crédit de la SOFIDER basculent dans ceux des ECNIL. Le critère d'implantation sur le territoire ayant ainsi été revu, les encours ECIL/ECNIL ont été logiquement affectés, en proportion égale mais en sens contraire, l'encours global de l'ensemble des établissements de crédit n'ayant quant à lui pas été modifié.

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions visant à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Banque Postale et au Trésor Public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils comprennent les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et organismes de placement collectif en valeurs mobilières – OPCVM - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières. Enfin, les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédit. Ainsi, **les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés** dans les encours des ménages (avec les données des particuliers). Les autres catégories de crédit des EI ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières ou entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits **d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage** tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Elle est complétée par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

CONTEXTE INTERNATIONAL

La reprise économique mondiale continue de progresser mais demeure inégale, modérée en Europe et aux Etats-Unis, alors que des risques de surchauffe se développent dans les économies émergentes.

Révisée à la baisse, la croissance américaine affiche une progression de 2,8 % sur le quatrième trimestre 2010, marquée par un taux de chômage toujours élevé (8,9 % à fin février) et des indicateurs économiques qui s'améliorent lentement.

Dans la zone euro, le PIB connaît une évolution modérée (+ 0,3 % au dernier trimestre) et demeure fragilisé par la crise de la dette souveraine. De nouvelles tensions sont apparues sur les marchés obligataires à la suite de la dégradation de la notation de l'Espagne et de la Grèce par une agence de notation financière. Toutefois, la crise semble s'atténuer depuis l'adoption d'un Pacte pour l'euro visant à aider les pays de l'Union européenne en difficulté (renforcement du Fonds européen de stabilisation à 440 milliards d'euros). L'euro s'est nettement redressé par rapport au troisième trimestre 2010 et s'échangeait à plus de 1,38 dollar sur le début du mois de mars 2011.

En Asie, la situation économique du Japon est particulièrement préoccupante après le séisme, le tsunami et l'accident nucléaire qui ont dévasté la côte pacifique au nord de Tokyo. La Banque centrale a injecté 15 000 milliards de yens (soit 131,6 milliards d'euros) dans treize banques des régions sinistrées. Enfin, dans un contexte de surchauffe économique ces dernières années, la Chine s'est fixée un objectif de croissance plus raisonnable (7 % en moyenne par an) et plus qualitatif (réduction des inégalités) pour les cinq ans à venir.

La reprise économique mondiale et un contexte géopolitique particulièrement tendu dans les pays arabes ont conduit à une envolée des cours des matières premières et des prix alimentaires. Ainsi, le baril de pétrole a atteint un niveau record en dépassant la barre des 100 dollars à la fin du mois de février 2011. Les tensions inflationnistes s'accroissent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise actuelle. Cela notamment vient d'inciter la BCE à relever son principal taux directeur de 25 points de base à compter du 13 avril prochain, à 1,25 %, alors que la FED le maintient dans une fourchette historiquement basse, comprise entre 0 % et 0,25 %.

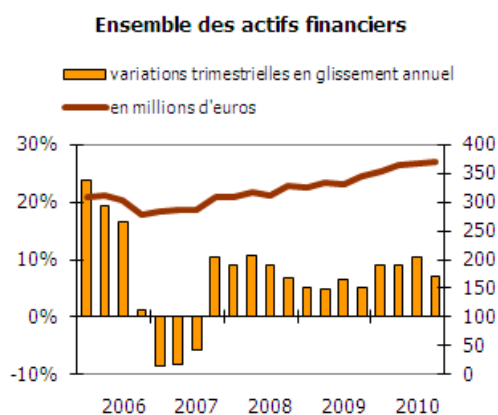
Dans ce contexte économique, la plupart des grandes banques internationales ont affiché des résultats en redressement pour l'année 2010, en partie liée à la baisse significative du coût du risque. Les cinq premières banques françaises ont ainsi cumulé 21 milliards d'euros de profit. Toutefois, les prochaines normes réglementaires (Bâle III¹) vont poser de nouvelles contraintes aux banques internationales, tant du point de vue de la solvabilité que de la liquidité, qui pourraient à court terme affecter leur rentabilité.

CONTEXTE LOCAL

1.1 Les actifs financiers : en progression modérée, comme au 3^{ème} trimestre

Après un taux de croissance de 2,6 % respectivement aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2010, la progression de l'épargne collectée marque le pas aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres avec des taux respectifs de 0,8 % et 0,9 %. L'encours global des actifs financiers détenus à Mayotte atteint ainsi **369 millions d'euros**. Sur un an, la progression reste soutenue, l'encours progressant de 6,9 % en 2010 soit +23,9 millions d'euros (après +5 % en 2009, soit +16,5 millions d'euros).

La légère hausse observée au 4^{ème} trimestre est, en premier lieu, portée par la croissance de l'épargne détenue par les **entreprises** (+18 %), dont l'encours s'est accru de 18,6 millions d'euros pour atteindre 122,2 millions d'euros.



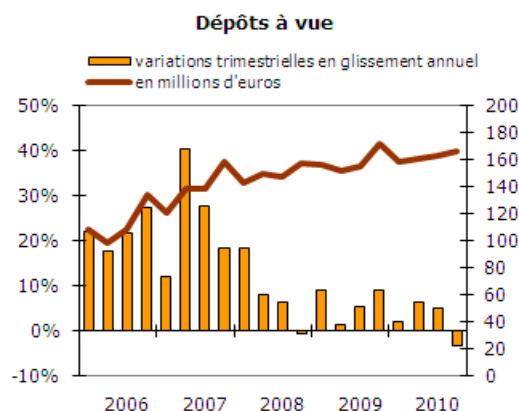
¹ Transposition en droit national d'ici le 1er janvier 2013.

Les actifs détenus par les **ménages** contribuent également à cette évolution avec une progression de 2,3 % (soit +4,2 millions d'euros).

En revanche, les **autres agents** impactent **négativement l'encours global**, avec une baisse sensible de 25,4 % (- 57,6 millions), en raison d'un mouvement de retrait effectué par une administration locale, suite au remboursement **d'obligations assimilables du Trésor (OAT)** arrivées à échéance.

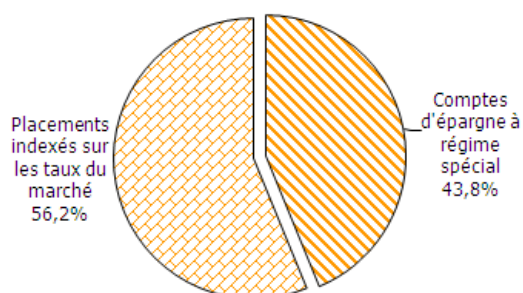
La répartition des actifs financiers par nature évolue partiellement : ces actifs sont constitués de dépôts à vue (45 %, inchangé), de placements liquides ou à court terme (39 % contre 36 % au trimestre précédent) et d'épargne à long terme (16 % contre 19 %).

Les arbitrages des entreprises en matière de gestion de trésorerie **continuent d'affecter la répartition des actifs**. Ainsi, les **dépôts à vue** sont en progression de 3,3 millions d'euros (soit +2 % après +1 % au 3^{ème} trimestre). L'encours détenu par les seules entreprises progresse sensiblement (+8,7 % après +4,3 % au précédent trimestre) alors que celui des ménages stagne (-0,3 % après +0,4 %). Au 31 décembre 2010, l'encours total s'établit à 166 millions d'euros. En 2010, il s'est contracté de 3,3 % (après +9 % en 2009 et -0,8 % en 2008).

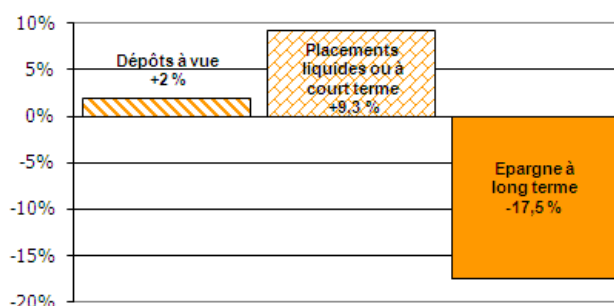


A +9,3 % au 4^{ème} trimestre, les **placements liquides ou à court terme** (144 millions d'euros) confirment une dynamique de hausse, principalement portée par les entreprises (+38,4 %, avec un encours de 44,8 millions d'euros constitué aux deux tiers de certificats de dépôts). Sur un an, l'encours global s'est étoffé de 40 millions d'euros.

Structure des placements liquides ou à court terme



Evolution par rapport au 3e trimestre 2010



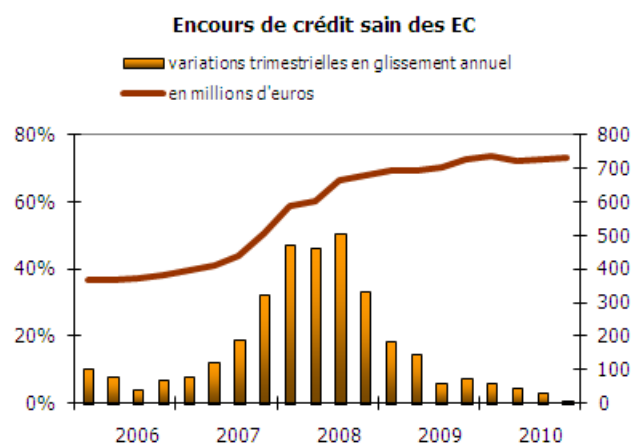
Enfin, les données disponibles des établissements de crédit concernant **l'épargne à long terme** font état d'un encours de 58,4 millions d'euros au 31 décembre 2010. La contraction de 17,5 % au 4^{ème} trimestre est à relier aux remboursements d'OAT évoqué plus haut et concerne une administration qui s'est délestée d'une partie de ses actifs locaux. La répartition par agents de l'épargne à long terme détenue localement en a été sensiblement affectée : les ménages en détiennent en effet désormais la quasi-totalité (99,4 %), essentiellement en contrats d'assurance-vie (57 %), en plans d'épargne logement (30 %) et en supports d'épargne collective - OPCVM non monétaires constitués de Sicav et de Fcp - (10 %), le reliquat se trouvant dans les portefeuilles-titres et d'autres comptes d'épargne (2 %).

1.2 Les passifs financiers : évolution encore nuancée des financements bancaires.

A fin 2010, le montant total des **concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant à Mayotte s'établit à 761,7 millions d'euros**. Le 4^{ème} trimestre enregistre un recul de 0,6 % (après +2,2 % au 3^{ème} trimestre). Pour sa part, l'encours de crédit sain est stable (+0,3 %). Les concours consentis aux entreprises et aux ménages progressent respectivement de 3 % et de 1,6 %, alors qu'ils sont en retrait de 5 % et de 1,2 % pour les collectivités locales et les autres agents.

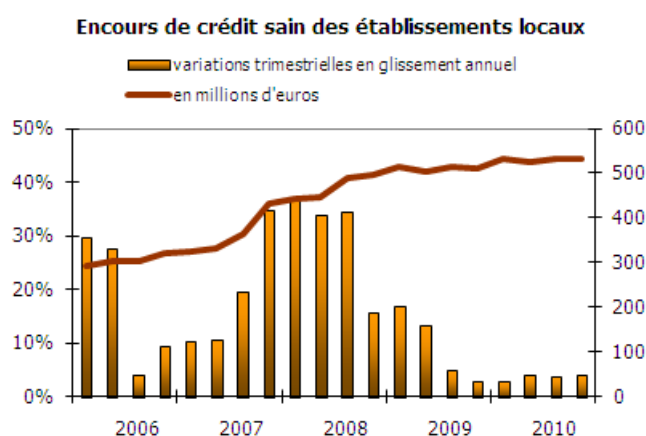
Les crédits aux entreprises, aux ménages et aux collectivités locales représentent respectivement 37 %, 32 % et 21 % de l'encours de crédit sain, le solde étant détenu par les « autres agents » (sociétés d'assurance, administrations centrales ou de sécurité sociale,...).

La progression modérée de l'encours de crédit sain en 2010 (+0,6 %) introduit une rupture par rapport aux exercices antérieurs : ce taux de croissance était supérieur à 30 % en 2007 et 2008 et de 7,3 % en 2009. Cette évolution confirme l'érosion régulière observée depuis fin 2008 de la croissance de l'encours (graphique ci-contre).



A **6,3 %**, le **taux de créances douteuses** de l'ensemble des établissements de crédit s'améliore : il se contracte de 1,1 point au 4^{ème} trimestre.

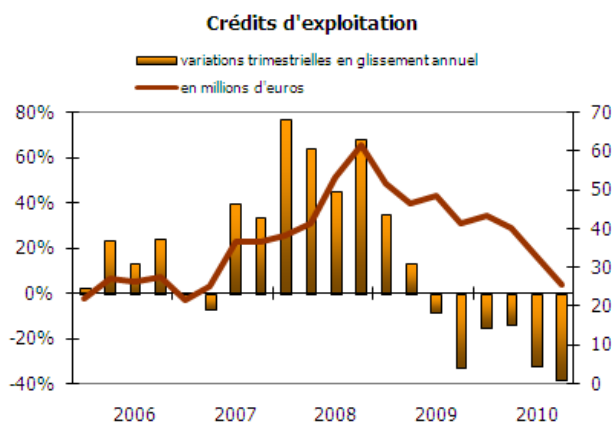
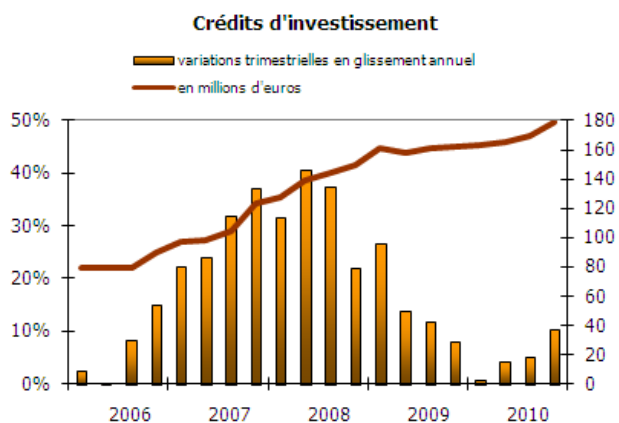
L'encours brut total des **crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL)** s'élève à **559,6 millions d'euros**, en baisse de 1,6 % au 4^{ème} trimestre. La tendance sur un an demeure toutefois positive : +4,4 %, taux de croissance comparable à celui de 2009 (+4 %).



L'encours sain est stable sur le trimestre (-0,3 %), à **531,8 millions d'euros**. A fin 2010, il est en progression de 3,9 %, après +2,8 % en 2009. A **5 %**, le **taux de créances douteuses s'améliore** (-1,2 point au 4^{ème} trimestre), mais est supérieur à celui des deux précédentes années (4,5 % en 2009 et 3,5 % fin 2008). Enfin, au 31 décembre 2010, le taux de provisionnement s'établit à **43,3 %**.

Les concours aux entreprises (237,2 millions d'euros) représentent 44,6 % du total de l'encours de crédit sain des établissements locaux. Ils sont en progression de 1 % sur le trimestre (après un repli de 1,2 % au 3^{ème} trimestre). En 2010, l'encours est stable (-0,1 %) par rapport à 2009, après -4 % en 2009.

Dans un contexte de ralentissement de l'économie mahoraise, la progression ininterrompue, depuis septembre 2009, des **crédits d'investissement** aux entreprises (**179 millions d'euros**) s'est, paradoxalement, renforcée (+5,8 % au cours du trimestre, après +2,5 % au 3^{ème} trimestre). Cette tendance se trouve confirmée sur l'année : +10,4 %, après +7,9 % en 2009. **Les crédits d'investissement des entreprises sont constitués à 98 % de crédits à l'équipement**, le solde étant représenté par les financements en crédit-bail.



Comme aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres, les financements à court terme des entreprises sont sur la tendance baissière amorcée depuis la fin 2008. Avec un encours de **25,5 millions d'euros**, les **crédits d'exploitation** sont

en repli de près de 23 % (après -18 % au 3^{ème} trimestre). Sur 2010, cet **encours s'est réduit de 15,7 millions d'euros (soit -38 %**, après une baisse de 33 % en 2009). Entre 2009 et 2010, le seul compartiment des comptes ordinaires débiteurs (52 % **des crédits d'exploitation** et 21,4 **millions d'euros d'encours** en 2009) a été divisé par 3,7 (5,8 **millions d'euros** en 2010), en lien notamment avec des reclassements - effectués par certains établissements - sur **d'autres** lignes de crédit.

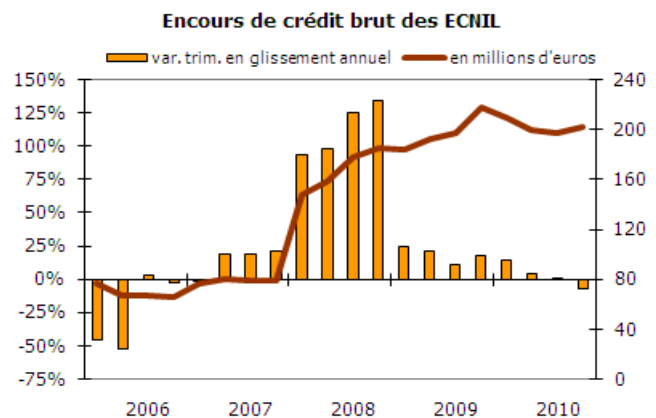
Les concours aux ménages - qui représentent 42,2 % **de l'encours de crédit sain des ECIL - s'élèvent à 224,4 millions d'euros**. En progression de 1,7 % au 4^{ème} trimestre après +3,4 % au 3^{ème} trimestre, ils poursuivent leur croissance annuelle régulière (+7,2 % en 2010, après +3,4 % en 2009). La moitié des concours aux ménages est constituée de **crédits à l'habitat (115,3 millions d'euros)**. Ces derniers enregistrent une croissance de 3,7 % au 4^{ème} trimestre et de 16,6 % sur un an.

Enfin, **l'encours de crédit des collectivités locales** (12,1 % du total) fléchit de 9,8 % et représente 64,4 **millions d'euros**. La tendance sur un an demeure haussière (+9,9 %, à comparer toutefois à +40 % en 2009).

L'activité des **établissements de crédit non installés localement (ECNIL)**, qui **s'était** sensiblement développée en 2008 (croissance de 134 % de l'encours de crédit brut) et 2009 (+18 %), est en repli en 2010 (-7,2 % à **202,1 millions d'euros**), même si, après trois trimestres consécutifs de baisse, cet encours progresse de 2,2 % au 4^{ème} trimestre.

Le **volume d'affaires des ECNIL** représente environ 26 % **de l'ensemble des concours consentis** sur la place de Mayotte. Les ECNIL sont essentiellement sollicités par les collectivités locales dont ils couvrent 59 % des besoins de financement au 31 décembre 2010. En 2010, **le flux d'affaires** généré par l'activité des ECNIL est en recul aussi bien avec les collectivités locales (-5,5 **millions d'euros**) qu'avec les entreprises (-1,5 **millions d'euros**) et les ménages (-2,6 **millions d'euros**).

Enfin, au 31 décembre 2010, le taux de créances douteuses des ECNIL **s'établit à 1,3 %**.



2. Les risques recensés au SCR

A fin décembre 2010, **l'encours total des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France** sur les entreprises de Mayotte (ainsi que les administrations publiques et autres **personnes morales**) **s'élevait à 579 millions d'euros**, en hausse de 4,1 % (après un repli de 1,6 % au précédent trimestre).

Quatre des vingt secteurs **d'activités** concentrent 72 % des engagements répertoriés par le SCR (à partir du seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique), soit un encours de plus de 404 **millions d'euros** : administrations publiques (34,1 % **de l'ensemble**), en progression de 4,1 % ; activités immobilières (18,6 %), en repli de 0,7 % ; commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (10 %), en hausse de 8,4 % et santé humaine et action sociale (9,1 %), en légère croissance de 0,6 %.

3. Perspectives

Les **soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit**, interrogés par l'IEDOM au 1^{er} trimestre 2011, semblent faire état de perspectives plus engageantes pour le deuxième trimestre, après un **début d'année** qui a confirmé les inquiétudes exprimées par les dirigeants, **dans l'enquête précédente**, sur la plupart des indicateurs. Après plusieurs années de croissance (encours de crédits des établissements locaux multiplié par 1,6 et actifs financiers en hausse de 18 % en 2007 et 2008), **suivie d'une** décélération en 2009 **et d'une** évolution nuancée en 2010, le marché bancaire local pourrait se ressaisir en 2011.

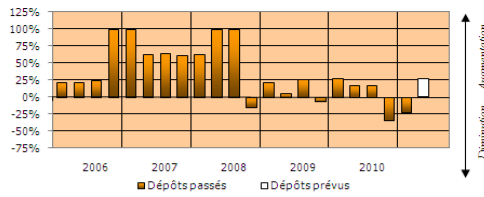
Le niveau de collecte des dépôts, perçu en diminution au 4^{ème} trimestre 2010 **ainsi qu'au** 1^{er} trimestre 2011, recueille une opinion plus favorable pour le 2^{ème} trimestre 2011.

En matière d'octroi de crédits, les opinions relatives à **l'évolution** du financement des entreprises tant à court terme qu'**à moyen et long terme** semblent mieux orientées après deux trimestres difficiles. Les anticipations semblent également plus **optimistes s'agissant des** crédits à destination des ménages.

Enfin, comme à leur habitude, les établissements de crédit demeurent vigilants **sur l'évolution** du climat social et de **l'environnement économique et financier, tant au plan local qu'international**.

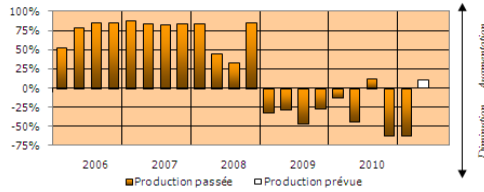
2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Collecte des dépôts

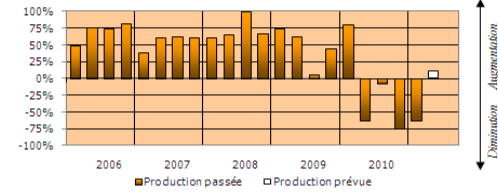


Soldes d'opinions des dirigeants
(Banque de La Réunion, BFC-OI, Banque Postale,
BRED-BP, CRCA)

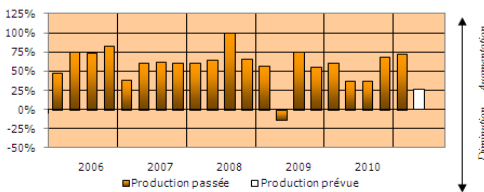
Crédits d'équipement aux entreprises



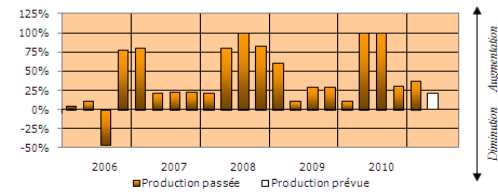
Crédits d'exploitation aux entreprises



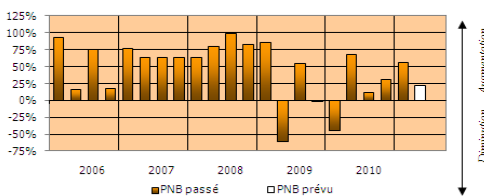
Crédits à l'habitat des particuliers



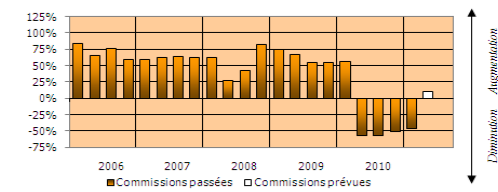
Crédits à la consommation des particuliers



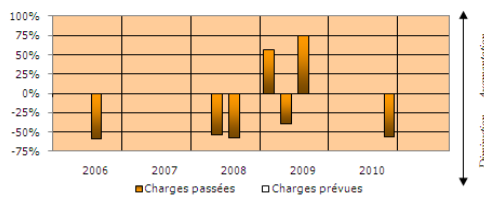
Produit net bancaire



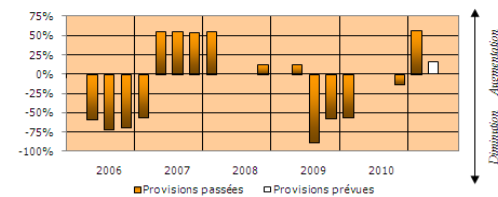
Commissions



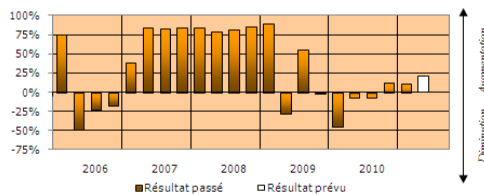
Charges d'exploitation



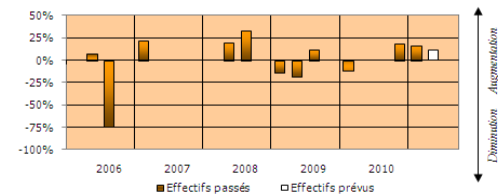
Coût du risque



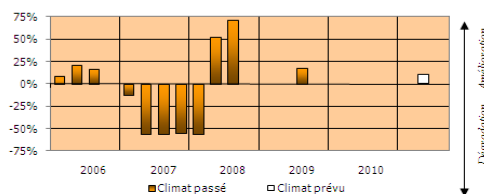
Résultat



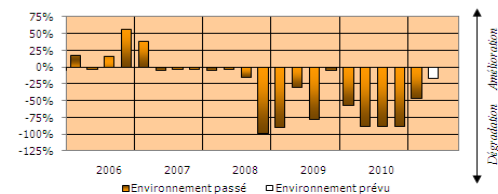
Effectifs



Climat social



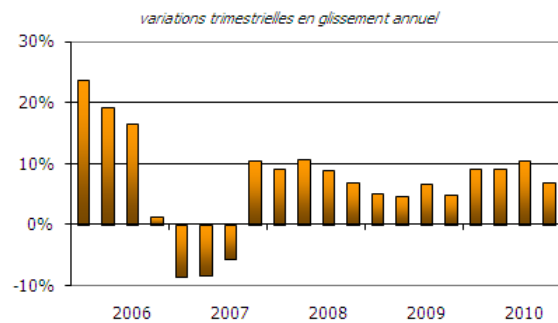
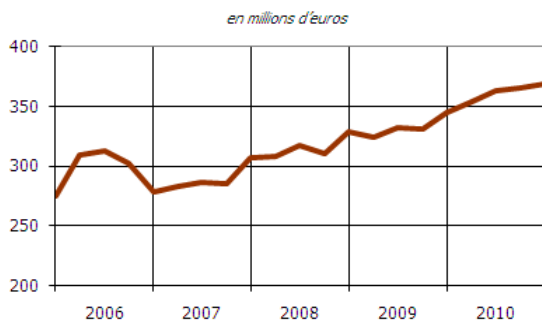
Environnement économique



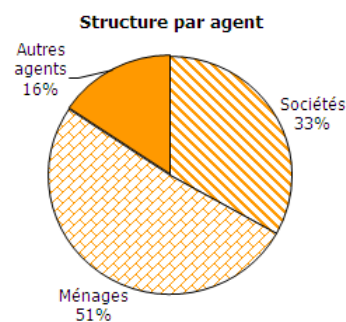
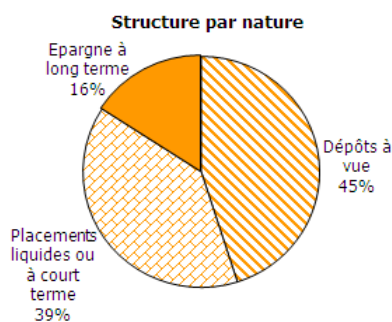
3. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

	Montants en millions au										Variations	
	31-déc-05	31-déc-06	31-déc-07	31-déc-08	31-déc-09	31-mars-10	30-juin-10	30-sept-10	31-déc-10	1 an	1 trim.	
Sociétés	70,200	66,860	84,757	87,138	88,961	96,022	101,658	103,607	122,234	37,4%	18,0%	
Dépôts à vue	40,144	49,312	69,792	68,119	78,752	66,444	68,091	71,020	77,218	-1,9%	8,7%	
Placements liquides ou à court terme	29,923	17,200	14,813	18,860	10,038	29,404	33,389	32,408	44,847	346,8%	38,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Placements indexés sur les taux du marché	29,923	17,200	14,813	18,860	10,038	29,404	33,389	32,408	44,847	346,8%	38,4%	
dont comptes à terme	8,115	8,954	3,976	8,578	5,265	9,041	10,226	7,858	12,020	128,3%	53,0%	
dont OPCVM monétaires	1,071	2,610	1,458	2,067	1,773	1,963	1,963	1,963	2,112	19,1%	7,6%	
dont certificats de dépôts	20,372	5,100	8,521	7,920	3,000	18,400	21,200	22,587	30,715	-	36,0%	
Epargne à long terme	0,133	0,348	0,152	0,159	0,171	0,174	0,178	0,179	0,169	-1,3%	-5,7%	
dont OPCVM non monétaires	0,045	0,248	0,067	0,070	0,069	0,069	0,069	0,069	0,069	0,0%	-0,6%	
Ménages	100,410	120,906	139,953	166,067	180,191	182,377	185,713	184,874	189,098	4,9%	2,3%	
Dépôts à vue	37,403	50,551	57,248	57,793	61,155	59,835	61,254	61,523	61,345	0,3%	-0,3%	
Placements liquides ou à court terme	44,201	47,776	56,837	65,357	63,864	65,278	69,330	66,060	69,662	9,1%	5,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	37,041	38,859	40,934	46,139	55,342	57,329	58,445	56,672	59,905	8,2%	5,7%	
Livrets ordinaires	35,011	36,616	38,552	42,188	46,455	42,506	47,404	44,885	46,656	0,4%	3,9%	
Livrets A et bleus	0,000	0,000	0,000	0,868	5,625	6,389	7,109	7,731	9,037	60,7%	16,9%	
Livrets jeunes	0,001	0,029	0,047	0,065	0,117	0,136	0,157	0,184	0,197	67,9%	6,9%	
Livrets d'épargne populaire	0,010	0,019	0,000	0,055	0,043	5,175	0,079	0,055	0,065	51,2%	18,2%	
CODEVI	0,055	0,076	0,104	0,157	0,253	0,259	0,276	0,270	0,315	24,4%	16,6%	
Comptes d'épargne logement	1,964	2,119	2,231	2,806	2,849	2,864	3,420	3,548	3,636	27,6%	2,5%	
Placements indexés sur les taux du marché	7,160	8,917	15,903	19,218	8,522	7,949	10,885	9,388	9,756	14,5%	3,9%	
dont comptes à terme	2,866	4,665	11,512	17,748	7,235	6,739	9,689	8,360	8,697	20,2%	4,0%	
dont bons de caisse	3,878	3,524	3,094	0,896	0,440	0,348	0,335	0,000	0,318	-27,8%	-	
dont OPCVM monétaires	0,416	0,728	1,297	0,574	0,847	0,862	0,862	1,028	0,741	-12,5%	-27,9%	
Epargne à long terme	18,806	22,579	25,868	42,917	55,172	57,264	55,128	57,290	58,091	5,3%	1,4%	
Plans d'épargne logement	9,731	10,449	11,724	12,518	9,931	11,129	15,629	16,480	17,575	77,0%	6,8%	
Plans d'épargne populaire	0,349	0,281	0,271	0,181	4,323	4,211	0,251	0,252	0,254	-94,1%	0,9%	
Autres comptes d'épargne	0,015	0,034	0,037	0,037	0,389	0,462	0,419	0,094	0,479	23,1%	408,0%	
Portefeuille-titres	0,514	0,536	0,323	0,127	0,791	0,785	0,710	1,513	1,259	61,2%	-16,8%	
OPCVM non monétaires	1,959	2,525	2,849	3,851	4,349	4,648	4,601	5,459	5,650	29,9%	3,5%	
Contrats d'assurance-vie	6,238	8,754	10,664	26,203	35,399	36,029	33,518	33,523	32,875	-7,1%	-1,9%	
Autres agents	104,180	90,387	82,670	75,239	75,814	75,409	75,540	77,209	57,578	-24,1%	-25,4%	
Dépôts à vue	27,957	34,632	31,997	31,841	32,070	32,804	31,971	30,406	27,707	-13,6%	-8,9%	
Placements liquides ou à court terme	61,232	42,481	37,399	30,124	30,408	29,265	30,226	33,446	29,702	-2,3%	-11,2%	
Comptes d'épargne à régime spécial	1,547	1,977	1,568	1,409	2,403	2,993	2,916	3,438	3,270	36,1%	-4,9%	
Placements indexés sur les taux du marché	59,685	40,504	35,831	28,715	28,005	26,272	27,310	30,008	26,431	-5,6%	-11,9%	
dont comptes à terme	59,020	39,445	34,461	27,367	26,994	25,880	26,917	29,281	26,431	-2,1%	-9,7%	
Epargne à long terme	14,991	13,274	13,274	13,274	13,336	13,340	13,343	13,357	0,170	-98,7%	-98,7%	
TOTAL	274,790	278,153	307,380	328,444	344,966	353,808	362,910	365,690	368,910	6,9%	0,9%	
Dépôts à vue	105,504	134,495	159,037	157,753	171,977	159,083	161,316	162,950	166,270	-3,3%	2,0%	
Placements liquides ou à court terme	135,356	107,457	109,049	114,341	104,310	123,947	132,945	131,914	144,210	38,3%	9,3%	
Comptes d'épargne à régime spécial	38,588	40,836	42,502	47,548	57,745	60,322	61,361	60,110	63,176	9,4%	5,1%	
Placements indexés sur les taux du marché	96,768	66,621	66,547	66,793	46,565	63,625	71,584	71,804	81,034	74,0%	12,9%	
Epargne à long terme	33,930	36,201	39,294	56,350	68,679	70,778	68,649	70,826	58,430	-14,9%	-17,5%	

Ensemble des actifs financiers

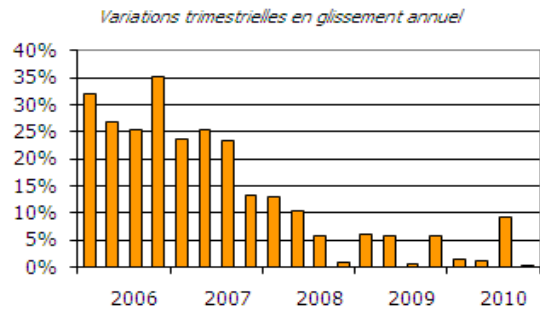
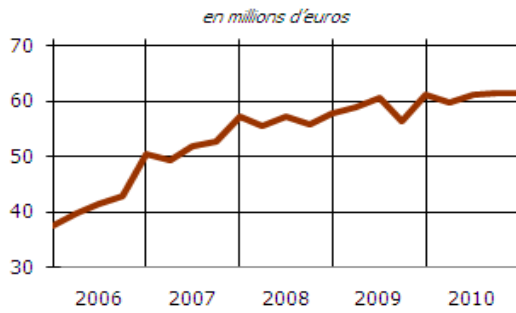


Structure des actifs financiers au 31 décembre 2010

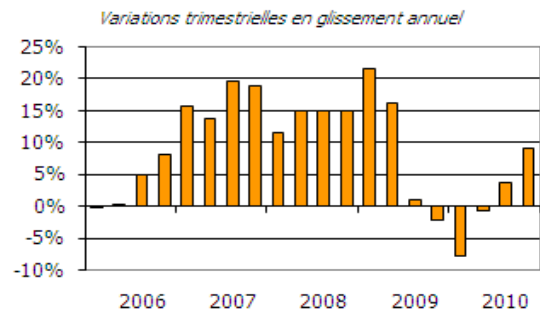
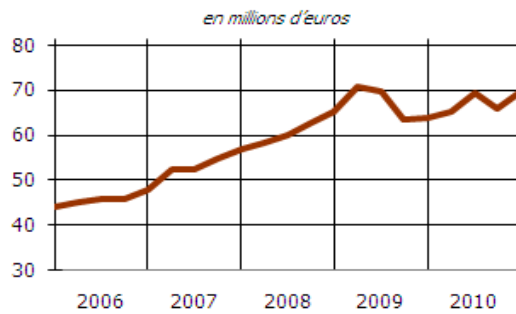


Les placements des ménages

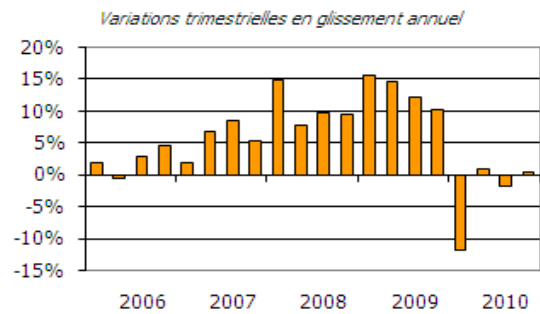
Dépôts à vue



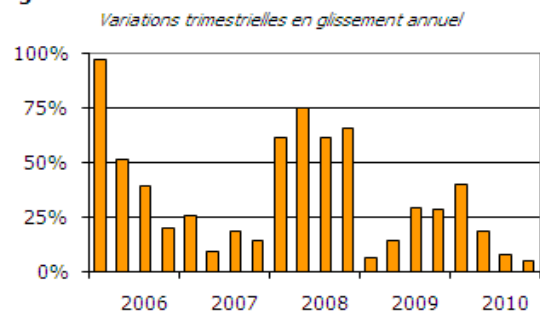
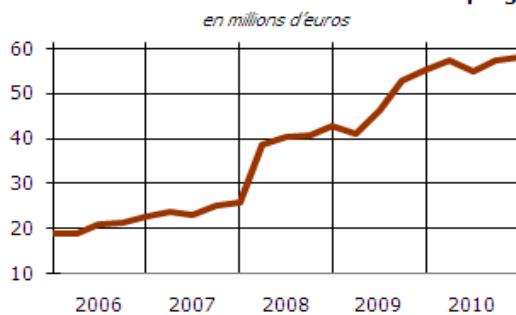
Placements liquides ou à court terme



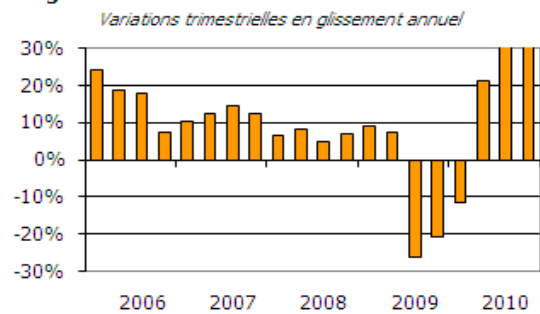
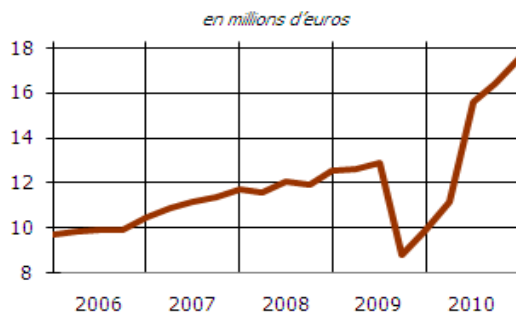
Livrets ordinaires



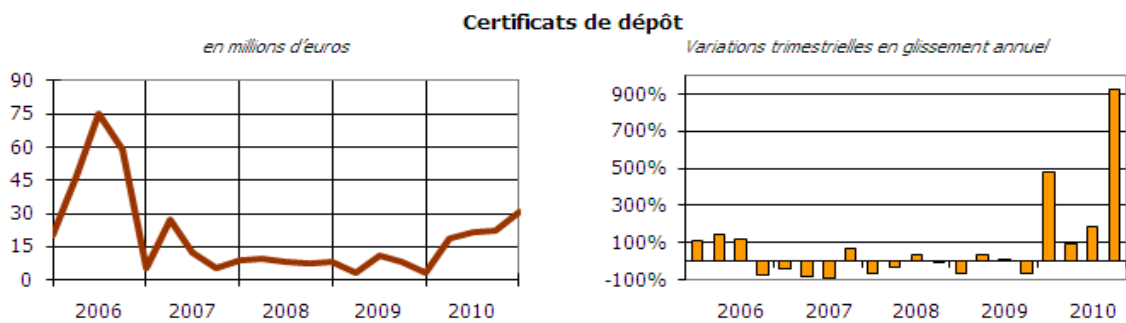
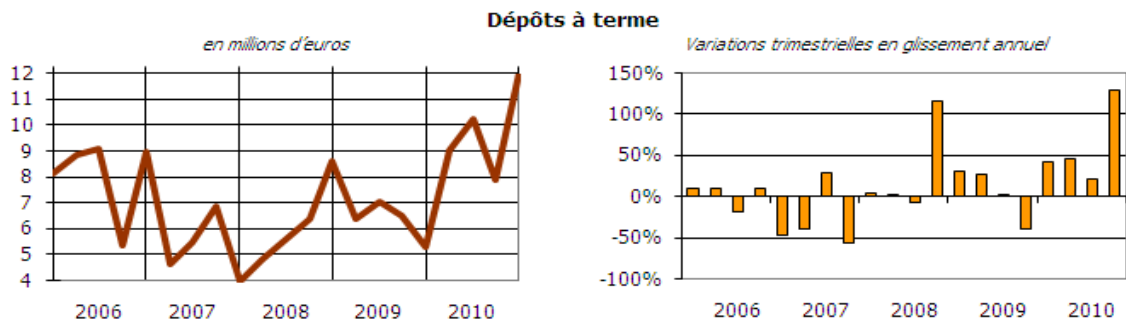
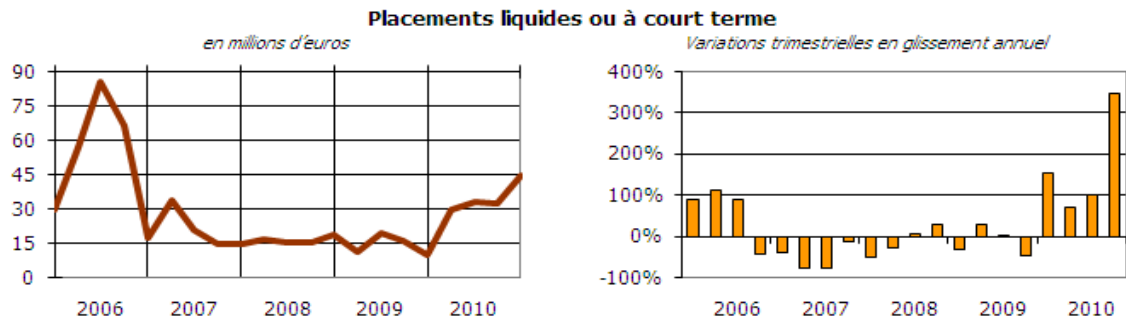
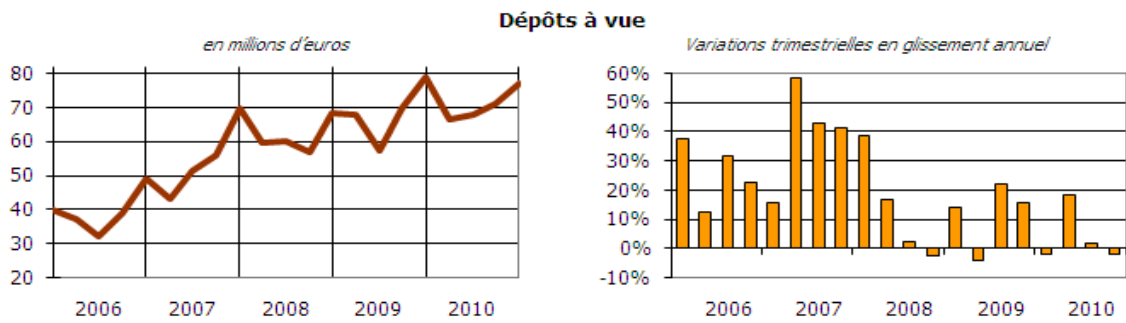
Épargne à long terme



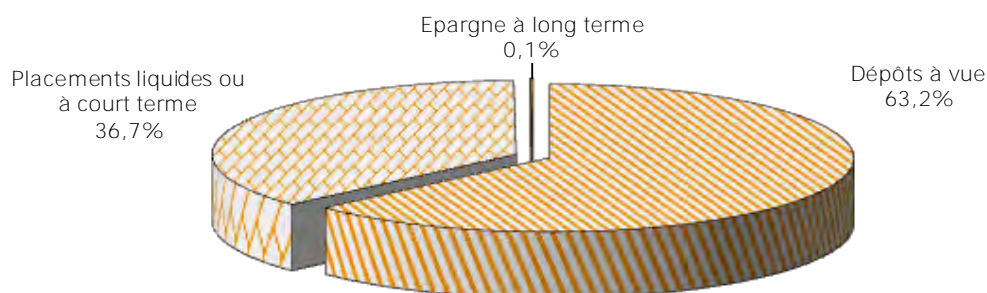
Plans d'épargne logement



Les disponibilités des entreprises



Répartition des actifs financiers des entreprises par nature au 31 décembre 2010



4. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux (*)

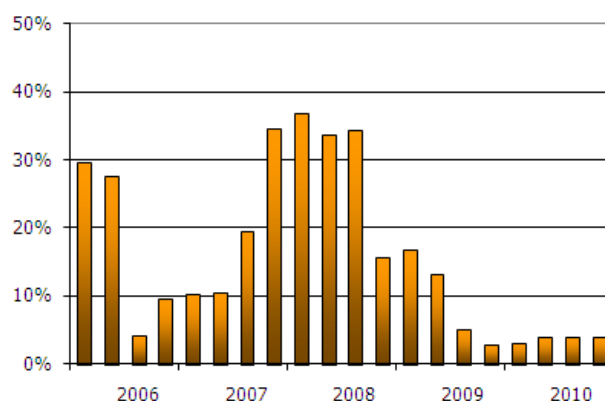
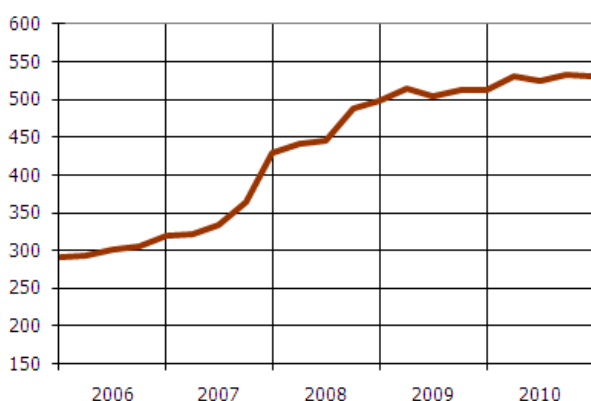
	Montants en millions au										Variations	
	31-déc.-05	31-déc.-06	31-déc.-07	31-déc.-08	31-déc.-09	31-mars-10	30-juin-10	30-sept.-10	31-déc.-10	1 an	1 trim.	
Entreprises	107,919	127,960	195,488	247,349	237,486	239,495	237,793	234,857	237,150	-0,1%	1,0%	
Crédits d'exploitation	22,065	27,315	36,496	61,473	41,196	43,469	40,293	32,949	25,503	-38,1%	-22,6%	
Créances commerciales	3,594	5,401	5,944	5,052	3,573	2,849	3,031	2,425	2,839	-20,5%	17,1%	
Crédits de trésorerie	13,451	13,463	16,140	22,794	16,268	19,198	17,368	21,658	16,883	3,8%	-22,0%	
dont entrepreneurs individuels	2,084	1,898	2,866	4,077	4,399	5,158	4,973	4,522	4,417	0,4%	-2,3%	
Comptes ordinaires débiteurs	5,020	8,451	14,412	33,627	21,355	21,422	19,894	8,867	5,781	-72,9%	-34,8%	
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Crédits d'investissement	77,957	89,582	123,010	150,067	161,933	162,907	164,847	169,022	178,843	10,4%	5,8%	
Crédits à l'équipement	74,685	84,081	114,857	143,192	157,322	158,710	160,037	164,634	175,418	11,5%	6,6%	
dont entrepreneurs individuels	7,059	6,634	7,735	8,401	7,214	7,523	5,849	5,766	5,766	-20,1%	-1,4%	
Crédit-bail	3,272	5,501	8,153	6,875	4,611	4,197	4,810	4,388	3,425	-25,7%	-21,9%	
Crédits à l'habitat	4,522	7,453	32,989	33,309	31,626	30,420	29,947	29,850	29,718	-6,0%	-0,4%	
Autres crédits	3,375	3,610	2,993	2,500	2,731	2,699	2,706	3,036	3,086	13,0%	1,6%	
Ménages	111,035	127,616	165,859	202,496	209,401	209,354	213,419	220,660	224,430	7,2%	1,7%	
Crédits à la consommation	63,723	69,573	91,297	110,546	110,373	108,888	107,122	109,487	109,136	-1,1%	-0,3%	
Crédits de trésorerie	60,114	64,823	84,932	104,086	104,107	102,838	101,122	103,488	103,217	-0,9%	-0,3%	
Comptes ordinaires débiteurs	3,481	3,248	4,445	4,387	4,418	4,228	3,876	3,988	3,980	-9,9%	-0,2%	
Crédit-bail	0,128	1,502	1,920	2,073	1,848	1,822	2,125	2,012	1,938	4,9%	-3,7%	
Crédits à l'habitat	47,227	57,464	74,562	91,911	98,918	100,356	106,187	111,173	115,294	16,6%	3,7%	
Autres crédits	0,085	0,579	0,000	0,039	0,110	0,110	0,110	0,000	0,000	-	-	
Collectivités locales	66,274	58,261	63,874	41,828	58,550	75,727	65,960	71,336	64,365	9,9%	-9,8%	
Crédits d'exploitation	0,038	0,000	16,943	2,800	14,008	16,593	8,171	14,288	7,363	-47,4%	-48,5%	
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	14,230	0,000	10,868	8,486	0,000	6,064	2,414	-77,8%	-60,2%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,038	0,000	2,713	2,800	3,140	8,107	8,171	8,224	4,949	57,6%	-39,8%	
Crédits d'investissement	38,314	34,808	28,422	25,829	31,636	51,218	49,873	49,132	49,086	55,2%	-0,1%	
Crédits à l'équipement	38,305	34,794	28,367	25,724	31,565	51,156	49,820	49,088	49,052	55,4%	-0,1%	
Crédit-bail	0,009	0,014	0,055	0,105	0,071	0,062	0,053	0,043	0,034	-52,5%	-22,0%	
Crédits à l'habitat	4,376	4,106	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Autres crédits	23,546	19,347	18,509	13,199	12,906	7,916	7,916	7,916	7,916	-38,7%	0,0%	
Autres agents et CCB non ventilés	6,164	5,372	4,856	5,918	6,213	6,240	7,584	6,514	5,805	-6,6%	-10,9%	
Total concours sain	291,392	319,209	430,077	497,591	511,650	530,816	524,756	533,367	531,750	3,9%	-0,3%	
Créances douteuses brutes	19,189	33,956	15,617	17,940	24,289	24,003	24,772	35,153	27,879	14,8%	-20,7%	
Créances douteuses nettes	13,991	28,253	9,125	10,466	13,260	12,738	13,590	23,635	15,814	19,3%	-33,1%	
Provisions	5,198	5,703	6,492	7,474	11,029	11,265	11,182	11,517	12,065	9,4%	4,8%	
Total concours brut	310,581	353,165	445,694	515,531	535,939	554,819	549,528	568,519	559,630	4,4%	-1,6%	
Taux de créances douteuses	6,2%	9,6%	3,5%	3,5%	4,5%	4,3%	4,5%	6,2%	5,0%	0,5	-1,2	
Taux de provisionnement	27,1%	16,8%	41,6%	41,7%	45,4%	46,9%	45,1%	32,8%	43,3%	-2,1	10,5	

(*) Changement de périmètre ECLL (Cf. Avertissement en-tête de la méthodologie, page 3).

Encours de crédit sain des EC locaux

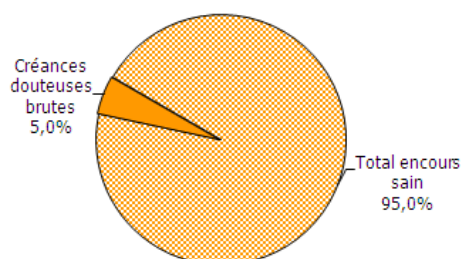
en millions d'euros

Variations trimestrielles en glissement annuel

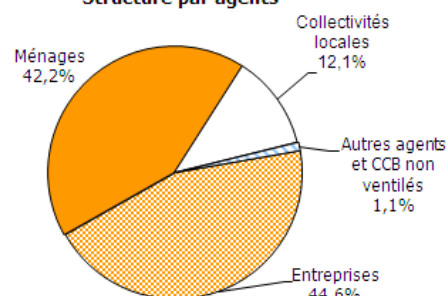


Structure des passifs financiers au 31 décembre 2010

Structure selon la qualité

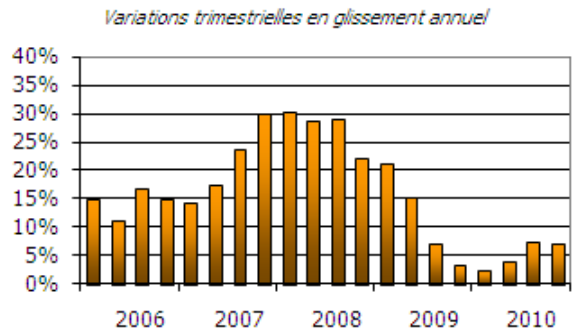
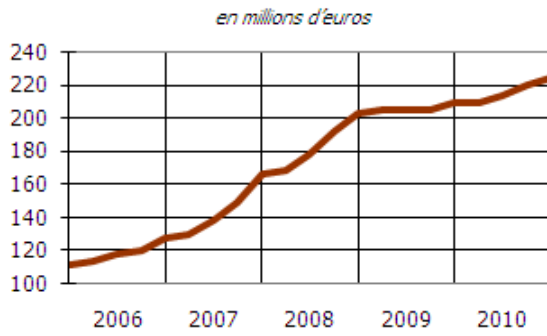


Structure par agents

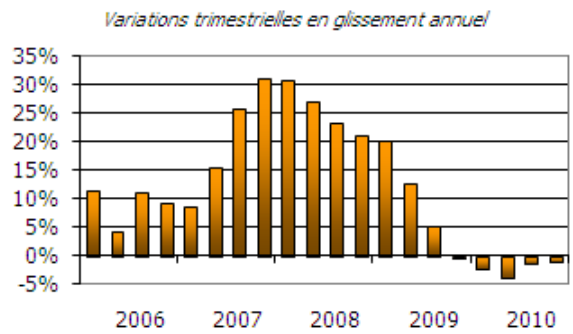
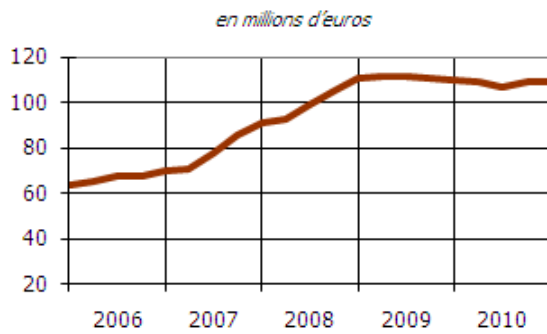


L'endettement des ménages

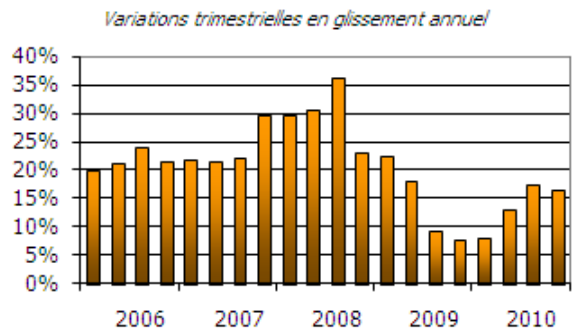
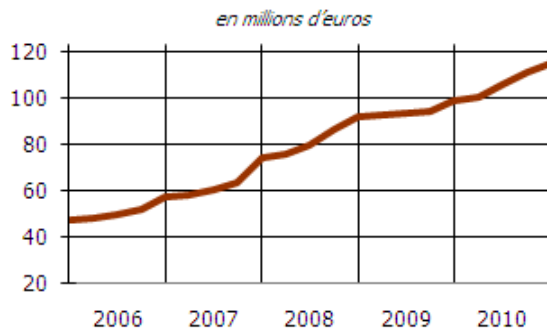
Ensemble des concours



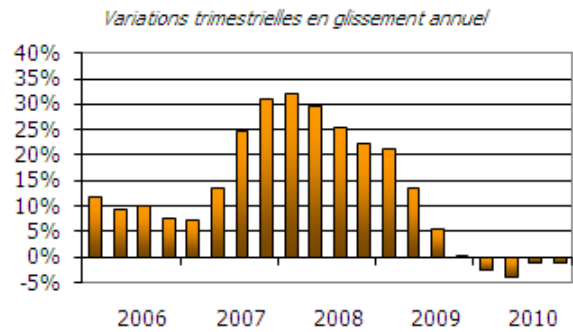
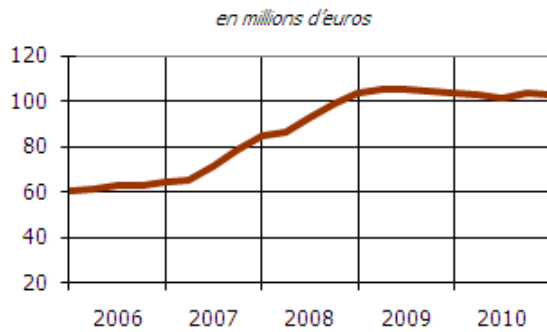
Crédits à la consommation



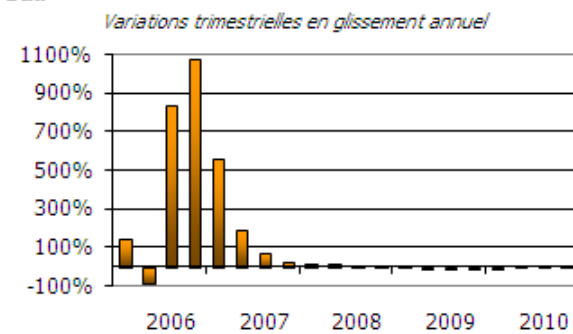
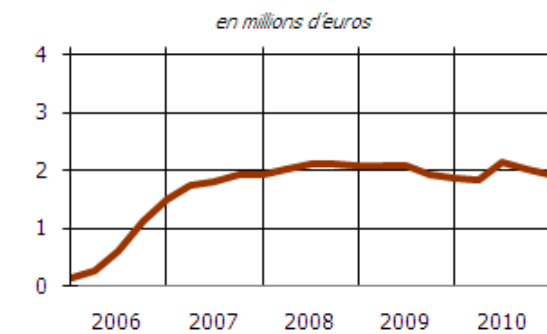
Crédits à l'habitat



Crédits de trésorerie

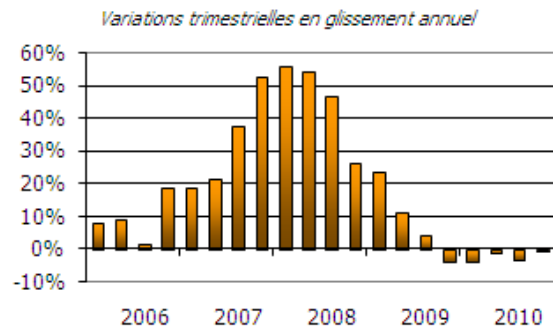


Crédit-bail

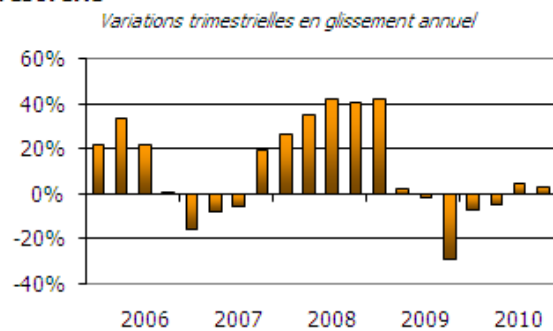
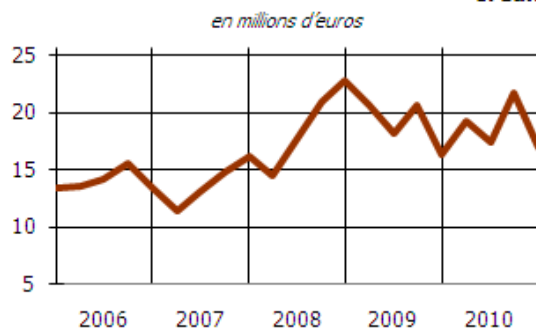


L'endettement des entreprises

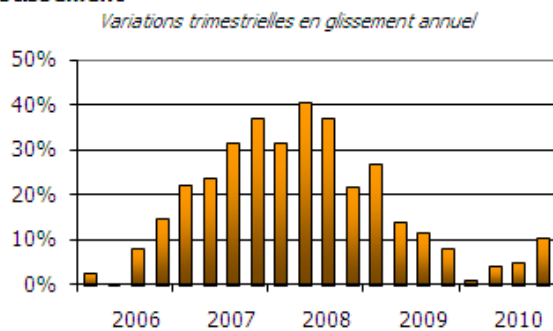
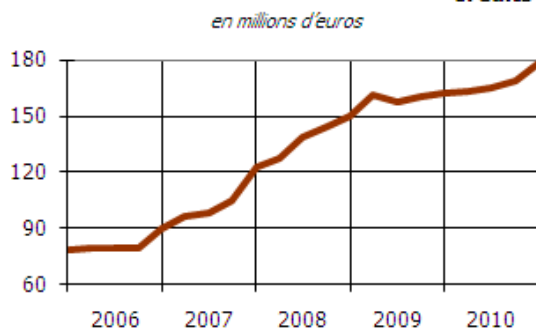
Ensemble des concours



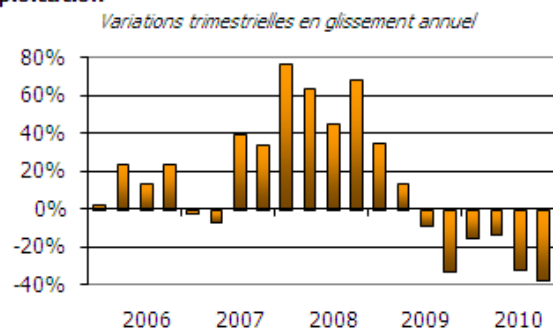
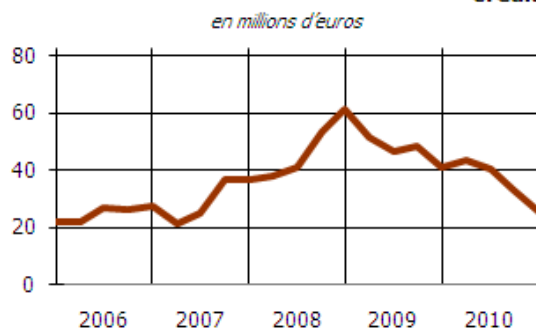
Crédits de trésorerie



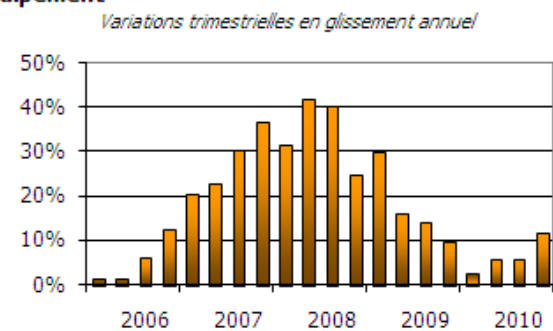
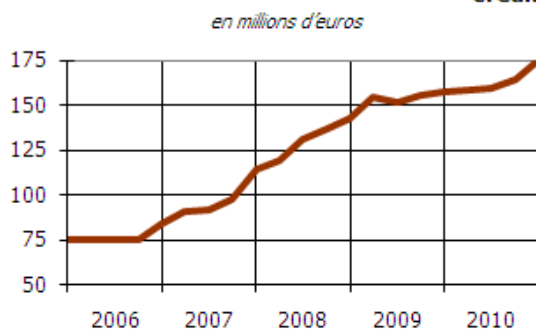
Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation



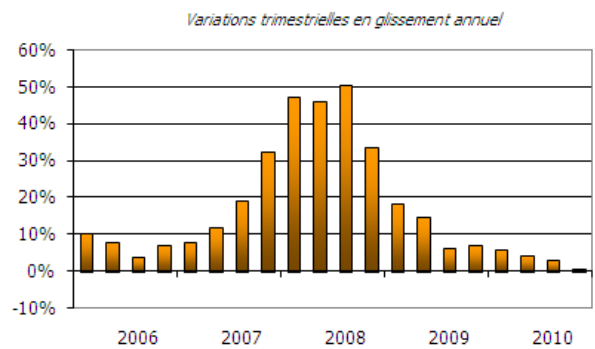
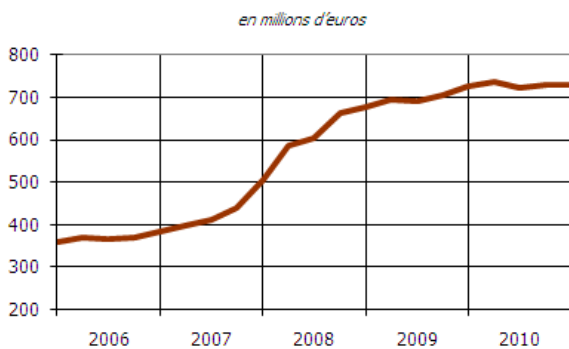
Crédits d'équipement



4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

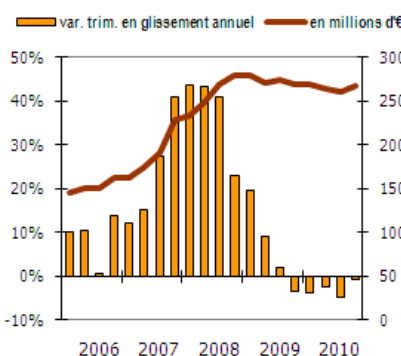
	Montants en millions au										Variations	
	31-déc.-05	31-déc.-06	31-déc.-07	31-déc.-08	31-déc.-09	31-mars-10	30-juin-10	30-sept.-10	31-déc.-10	1 an	1 trim.	
Entreprises	142,206	161,630	227,442	279,241	269,332	268,947	262,933	259,624	267,494	-0,7%	3,0%	
Crédits d'exploitation	22,065	27,541	37,105	62,748	44,071	44,233	40,982	33,798	26,889	-39,0%	-20,4%	
Créances commerciales	3,594	5,401	5,944	5,052	3,573	2,849	3,031	2,425	2,839	-20,5%	17,1%	
Crédits de trésorerie	13,451	13,463	16,140	22,904	18,244	19,289	17,446	21,727	16,967	-7,0%	-21,9%	
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	2,084	1,898	2,866	4,077	4,405	5,180	4,982	4,522	4,432	0,6%	-2,0%	
Comptes ordinaires débiteurs	5,020	8,451	14,412	33,627	21,355	21,422	19,894	8,867	6,432	-69,9%	-27,5%	
Affacturation	0,000	0,226	0,609	1,165	0,899	0,673	0,611	0,780	0,651	-27,6%	-16,5%	
Crédits d'investissement	86,878	98,440	130,506	157,321	170,184	171,029	169,179	173,478	188,527	10,8%	8,7%	
Crédits à l'équipement	80,342	89,387	118,386	146,186	161,680	163,069	164,035	168,339	183,994	13,8%	9,3%	
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	7,533	7,082	8,024	8,547	7,450	8,096	6,339	6,540	6,451	-13,4%	-1,4%	
Crédit-bail	6,536	9,053	12,120	11,135	8,504	7,960	5,144	5,139	4,533	-46,7%	-11,8%	
Crédits à l'habitat	29,888	32,039	56,838	56,672	52,346	50,986	50,066	49,312	48,992	-6,4%	-0,6%	
Autres crédits	3,375	3,610	2,993	2,500	2,731	2,699	2,706	3,036	3,086	13,0%	1,6%	
Ménages	121,617	138,779	177,892	215,223	224,750	224,436	225,935	233,485	237,210	5,5%	1,6%	
Crédits à la consommation	68,227	74,539	96,892	116,707	117,584	116,153	111,821	114,300	113,501	-3,5%	-0,7%	
Crédits de trésorerie	61,382	66,553	87,291	107,011	108,082	106,864	105,815	108,299	107,580	-0,5%	-0,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	3,481	3,248	4,445	4,387	4,418	4,231	3,881	3,990	3,982	-9,9%	-0,2%	
Crédit-bail	3,364	4,738	5,156	5,309	5,084	5,058	2,125	2,012	1,938	-61,9%	-3,7%	
Crédits à l'habitat	53,305	63,661	81,000	98,477	107,056	108,173	114,004	119,184	123,709	15,6%	3,8%	
Autres crédits	0,085	0,579	0,000	0,039	0,110	0,110	0,110	0,000	0,000	-	-	
Collectivités locales	85,942	76,173	84,351	142,067	156,894	172,177	161,705	165,395	157,178	0,2%	-5,0%	
Crédits d'exploitation	0,038	0,000	16,943	28,700	14,208	16,593	8,171	14,288	7,363	-48,2%	-48,5%	
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	14,230	25,900	11,068	8,486	0,000	6,064	2,414	-78,2%	-60,2%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,038	0,000	2,713	2,800	3,140	8,107	8,171	8,224	4,949	57,6%	-39,8%	
Crédits d'investissement	57,982	52,720	48,899	100,168	128,720	147,071	144,265	142,124	140,787	9,4%	-0,9%	
Crédits à l'équipement	57,973	52,706	48,844	100,063	128,649	147,009	144,212	142,080	140,753	9,4%	-0,9%	
Crédit-bail	0,009	0,014	0,055	0,105	0,071	0,062	0,053	0,043	0,034	-52,5%	-22,0%	
Crédits à l'habitat	4,376	4,106	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Autres crédits	23,546	19,347	18,509	13,199	13,966	8,513	9,269	8,983	9,028	-35,4%	0,5%	
Autres agents et CCB non ventilés	8,335	7,058	17,732	41,208	76,226	71,081	72,172	70,180	69,336	-9,0%	-1,2%	
Total concours sain	358,100	383,640	507,417	677,739	727,202	736,641	722,744	728,683	731,217	0,6%	0,3%	
Créances douteuses brutes	20,098	35,014	17,285	22,759	26,545	27,921	26,850	37,637	30,508	14,9%	-18,9%	
Créances douteuses nettes	14,692	29,135	10,793	15,285	15,516	16,656	15,668	26,119	18,443	18,9%	-29,4%	
Provisions	5,406	5,879	6,492	7,474	11,029	11,265	11,182	11,517	12,065	9,4%	4,8%	
Total concours brut	378,198	418,654	524,702	700,498	753,747	764,562	749,594	766,320	761,726	1,1%	-0,6%	
Taux de créances douteuses	7,5%	11,2%	5,6%	6,1%	5,6%	6,2%	5,5%	7,4%	6,3%	+0,7	-1,1	
Taux de provisionnement	50,0%	33,4%	41,6%	41,7%	45,4%	46,9%	45,1%	32,8%	43,3%	-2,1	+10,5	

Encours de crédit sain total

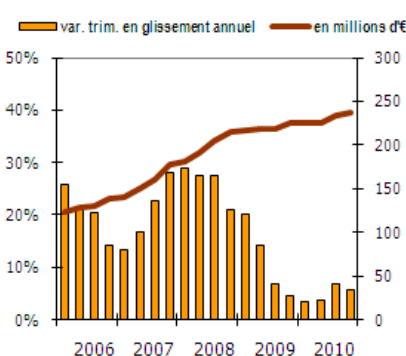


Concours consentis par l'ensemble des EC

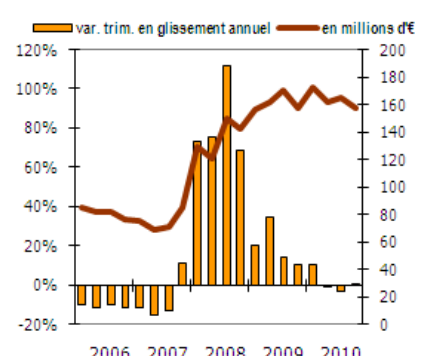
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

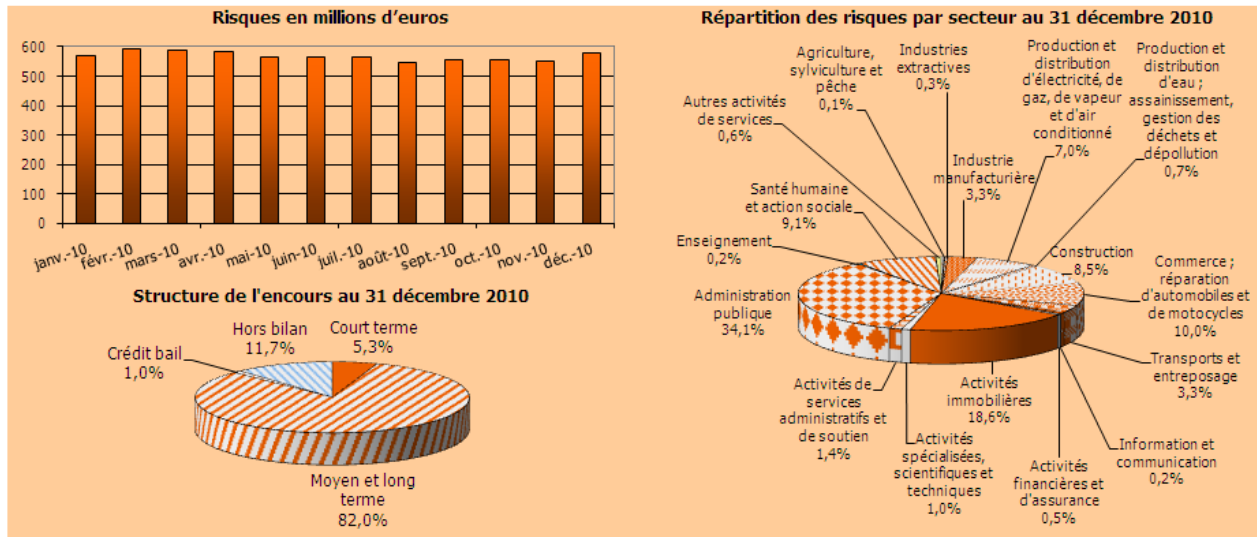


Encours de crédit aux collectivités locales

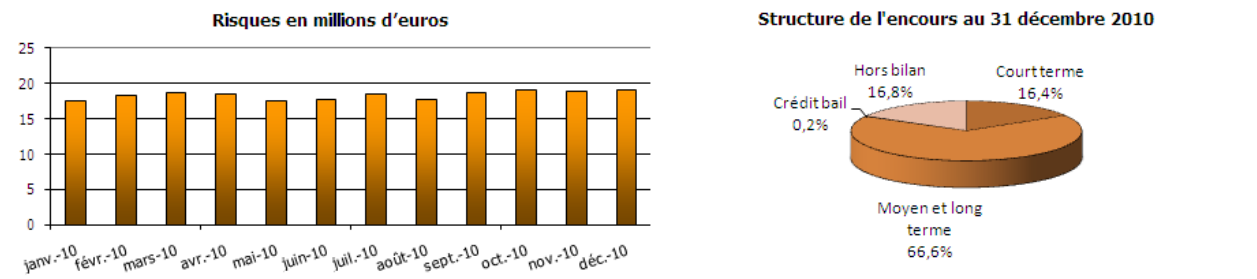


5. RISQUES SECTORIELS

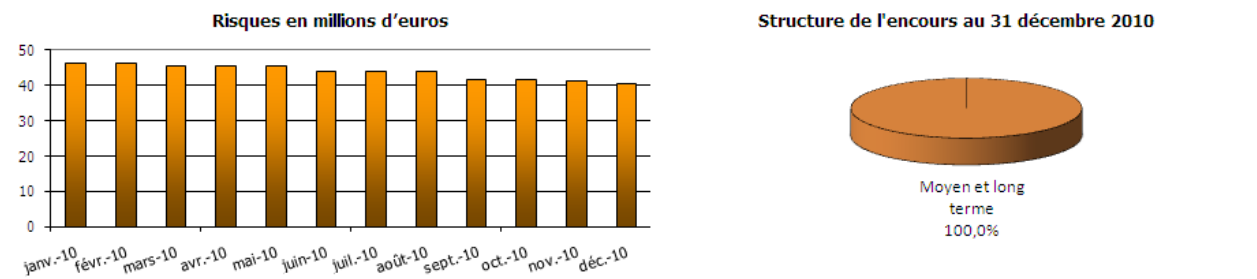
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



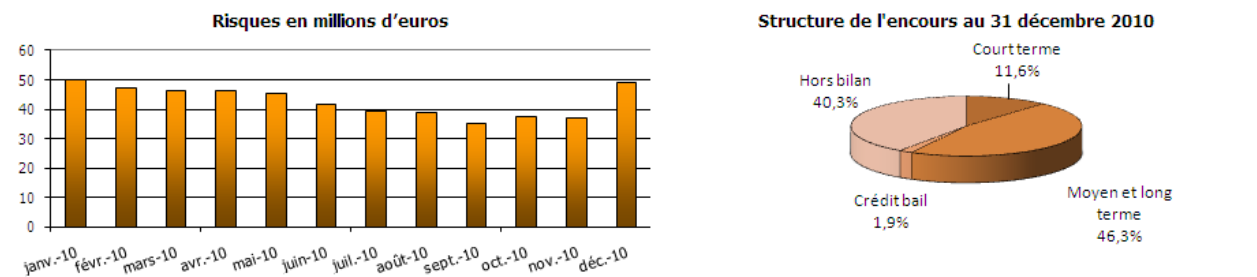
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière



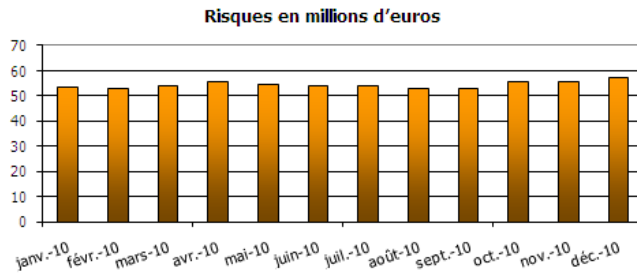
Risques bancaires sur le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné



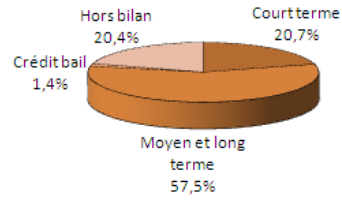
Risques bancaires sur le secteur de la construction



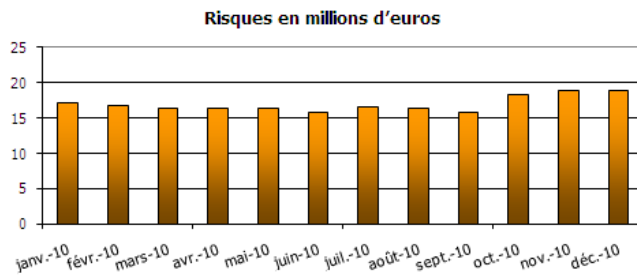
Risques bancaires sur le secteur du commerce: réparation d'automobiles et de motocycles



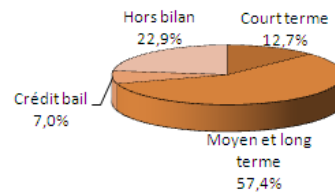
Structure de l'encours au 31 décembre 2010



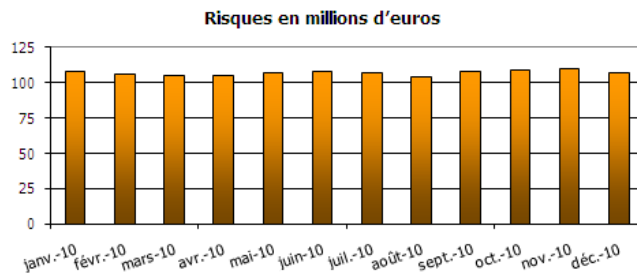
Risques bancaires sur le secteur des transports et entreposage



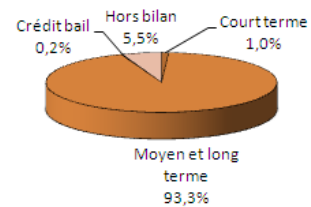
Structure de l'encours au 31 décembre 2010



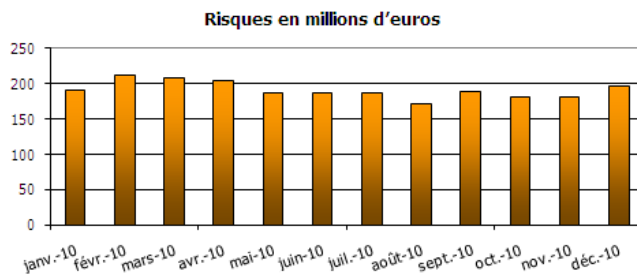
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



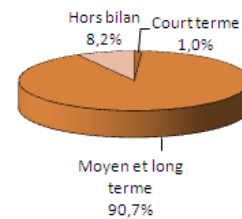
Structure de l'encours au 31 décembre 2010



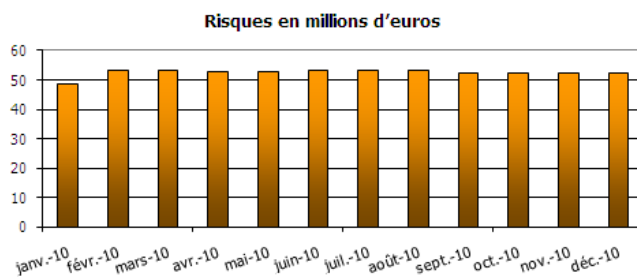
Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



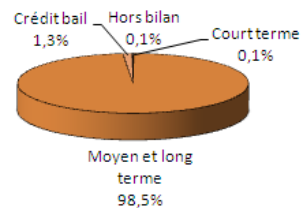
Structure de l'encours au 31 décembre 2010



Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et de l'action sociale



Structure de l'encours au 31 décembre 2010



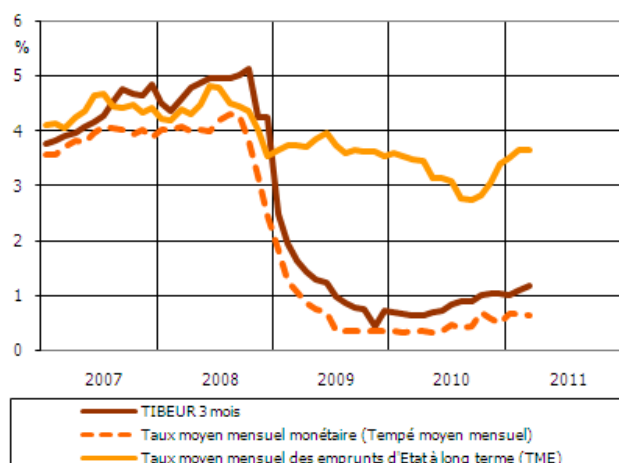
6. RAPPEL DES TAUX

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/04/2011)	1,25%
Taux de la facilité de dépôt (13/04/2011)	0,50%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/04/2011)	2,00%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2011 (JO du 03/02/2011)	0,38%
ANNEE 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%
ANNEE 2009 (JO du 11/02/2009)	3,79%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le **taux d'usure publié en application de l'article 1^{er}** de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafond de l'usure					
	application à compter					
	du 1er trimestre 2010	du 2e trimestre 2010	du 3e trimestre 2010	du 4e trimestre 2010	du 1er trimestre 2011	du 2e trimestre 2011
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers					
	- Prêts à taux fixe	6,57%	6,29%	6,09%	5,60%	5,51%
	- Prêts à taux variable	5,92%	5,72%	5,35%	5,05%	4,96%
	- Prêts relais	6,40%	6,25%	5,96%	6,27%	5,88%
	Autres prêts					
- Prêts < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, crédits renouvelables et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	21,45% 19,71% 8,88%	21,63% 19,45% 8,85%	21,15% 19,27% 8,61%	21,32% 19,32% 8,15%	21,31% 19,67% 7,77%	21,47% 19,53% 8,03%
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises **					
	- Découverts en compte ***	13,21%	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

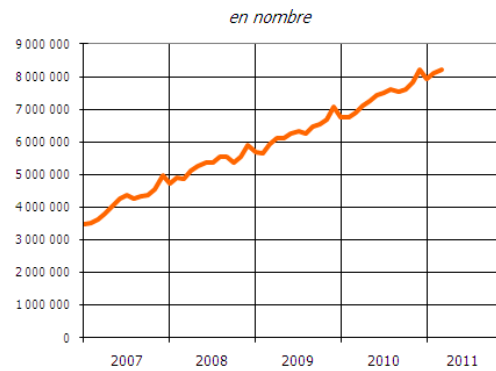
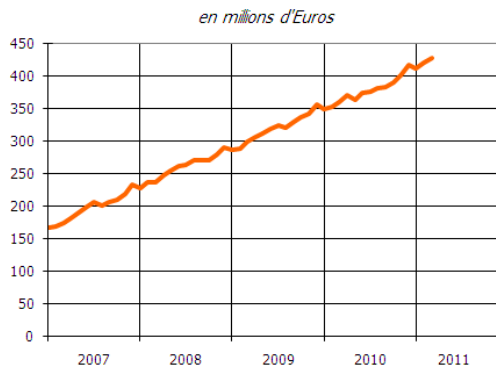
(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

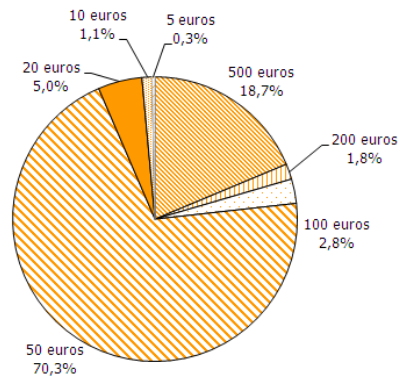
7. MONNAIE FIDUCIAIRE

7.1 Emission mensuelle de billets euros

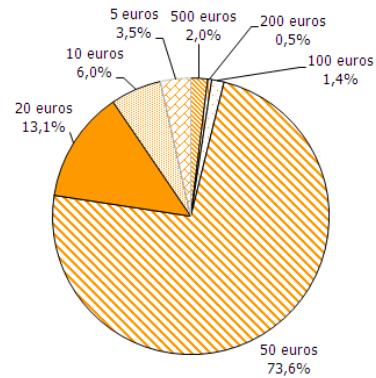
Emissions nettes cumulées de billets au 31 mars 2011



Répartition des billets en valeur

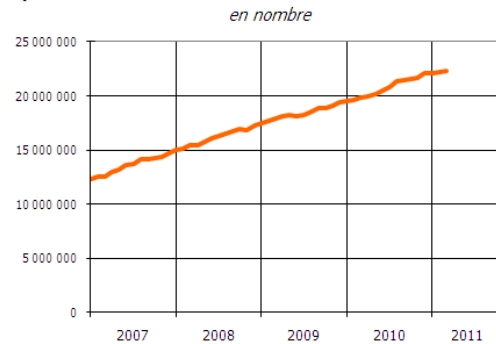
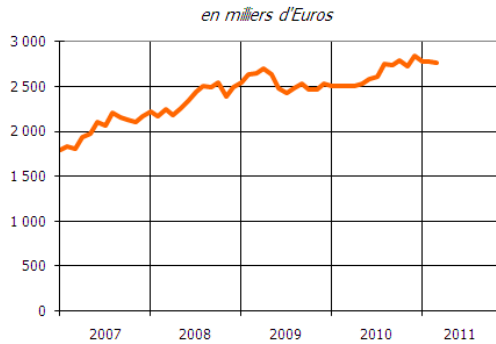


Répartition des billets en volume

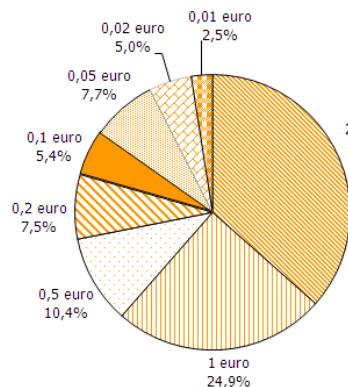


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

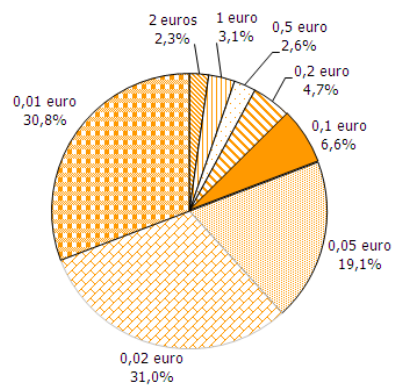
Emissions nettes cumulées de pièces au 31 mars 2011



Répartition des pièces en valeur



Répartition des pièces en volume



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269 61 05 05 – Télécopie : 0269 61 05 02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Editeur : IEDOM
Achévé d'imprimer en AVRIL 2011
Dépôt légal : AVRIL 2011 - n° ISSN : 0296-3116